

Unité départementale de la Moselle  
5, rue Hinzelin  
Bâtiment B  
57000 Metz  
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 17 juin 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/02/2026

### **Contexte et constats**

publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARREFOUR**

Zone commerciale du Heckenwald  
57740 Longeville-lès-Saint-Avold

Références : LONGEVILLE-LES-ST-AVOLD\_CARREFOUR\_2026-06-17\_RAPVI\_AN26\_ATEX\_EMB\_02551  
Code AIOT : 0006205995

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement CARREFOUR implanté Zone commerciale du Heckenwald 57740 Longeville-lès-Saint-Avold.

La visite de la station de service de Carrefour dans la zone commerciale du Heckenwald à Longeville lès Saint-Avold a été réalisée dans le cadre l'action nationale 2026 "Atmosphère Explosive" AN26 ATEX.

Carrefour a repris l'exploitation du site, succédant ainsi à l'enseigne Cora.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARREFOUR
- Zone commerciale du Heckenwald 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- Code AIOT : 0006205995    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société Cora, est autorisée à exploiter une station de service sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold encadrée par arrêté préfectoral n° 2005-AG/2-437 du 16 novembre 2005 pour

ses activités relevant de la rubrique n° 1434 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Cette rubrique a été modifiée par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 qui introduit le régime de l'enregistrement (E) au sein de cette rubrique et crée la rubrique 1435 spécifique à l'activité de "stations-service".

L'exploitant bénéficie des droits acquis pour les installations suivantes:

- **rubrique 1435-3 (DC):** Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules et dont le volume annuel de carburant liquide distribué est supérieur à 100 m<sup>3</sup> d'essence ou 500 m<sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m<sup>3</sup>.

- **rubrique 4734-1-C (DC):** Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant: pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total ;

-**1414-3 (DC) :**Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés

Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes). Cette rubrique a été modifiée par le décret n°2019-1096 du 28 octobre 2019.

L'exploitant est informé que les rubriques ICPE 1434 et 1432 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-AG/2-437 du 16 novembre 2005 sont remplacées par les rubriques 1435 et 4734 susvisées du fait de l'évolution réglementaire.

Cette visite a porté sur le contrôle de ses installations de distributions de carburant.

Par ailleurs, l'exploitant devra faire une demande de régularisation de sa situation administrative au préfet, en incluant le changement de nom d'exploitant (Cora vers Carrefour) et les modifications des rubriques.

**Thèmes de l'inspection : AN26 ATEX | ATEX**

**2) Constats :**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                                          | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1) | Proposition de délais |
|----|-------------------------|------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 5  | Changement d'exploitant | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 1.6 | Demande d'action corrective                                                                              | 1 Mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                            | Référence réglementaire                                   | Autre information |
|----|----------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion   | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.3           |                   |
| 2  | Installations électriques et mise à la terre | Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 2.2.4 (partiel) |                   |
| 3  | Installations électriques                    | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.4 (partiel) |                   |
| 4  | Installations électriques                    | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.4 (partiel) |                   |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

La visite réalisée dans le cadre de l'action nationale "AN26 ATEX, en date du 5 février 2026 sur le site de la station de service Carrefour (ex-cora) à Longeville-lès-Saint-Avoid révèle que l'exploitant n'a pas déclaré au préfet le changement d'exploitant de ses installations conformément à l'article 1.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 qui encadre l'activité "Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules" - Rubrique ICPE - 1435 au régime déclaration contrôlé (DC).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026      Identification des zones à risques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant recense et signale par un panneau conventionnel, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre , stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. |                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence des panneaux ATEX sur chaque coté des lignes de distribution de carburants, sur les événements et au droit de la cuve GPL.<br><br>Le Documents Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE) ainsi le plan de zonage ATEX sont disponibles.                                                                                                                                                           |                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                     |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                     |

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 2.2.4 (partiel)

**Thème(s) :** Actions nationales 2026      Adéquation produits ATEX / Zonage

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées **les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément à la norme NF C15-100, version décembre 2002, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

L'installation électrique comporte un dispositif de coupure générale permettant d'interrompre, en cas de fausse manœuvre, d'incident ou d'inobservation des consignes de sécurité, l'ensemble du circuit électrique à l'exception des systèmes d'éclairage de secours non susceptibles de provoquer une explosion, et permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant. Un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale est réalisé au moins une fois par an.

La commande de ce dispositif est placée en un endroit facilement accessible à tout moment au responsable de l'exploitation de l'installation.

[...]

Les gainages électriques et autre canalisation ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection a constaté :

- la présence et l'état correcte des mises à la terre,
- l'existence du dispositif de coupure général au niveau de chaque ligne de distribution,
- la commande de coupure générale est placée sur chaque pompe et est accessible même en cas de sinistre,
- les installations électriques sont constitués de matériels utilisable en atmosphère explosive selon les fiches techniques présentées par l'exploitant lors de la visite,
- les gaines électriques sont protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre les produits présents dans les parties de l'installation, L'exploitant a transmis

l'attestation du bon fonctionnement de la commande le 09 février 2026 réalisée le 05 décembre 2025 par un prestataire extérieure certifié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.4 (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026      Adéquation produits ATEX / Zonage                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Dans le cas d'une installation en libre service, les prescriptions suivantes sont également applicables :<br><br>Lorsque l'installation est exploitée en libre service sans surveillance, le dispositif de coupure générale ci-dessus prescrit est manœuvrable à proximité de la commande manuelle doublant le dispositif de déclenchement automatique de lutte fixe contre l'incendie.<br><br>[...]<br><br>Dans le cas d'une installation en libre service sans surveillance, le déclenchement des alarmes et systèmes de détection précité, la mise en service du dispositif automatique d'extinction ainsi que la manœuvre du dispositif de coupure générale sont retransmis afin d'aviser un responsable nommément désigné. |                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'inspection a constaté que:<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>• le dispositif de coupure général se trouve à proximité de la commande manuelle de lutte contre l'incendie. Ces dispositifs sont présents au niveau de chaque ligne de distribution,</li><li>• le système d'alarme est présent au niveau de la cabine.</li></ul><br>Pendant les heures d'ouverture les alarmes sont retransmis au PC sécurité du centre commercial. En dehors des heures d'ouverture, l'exploitant déclare mandater une société de télésurveillance pour réceptionner et gérer les alarmes.                                                                                                                                     |                                                                                     |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |                                                                                     |

## N° 4 : Installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                                                                     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.4 (partiel)                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026      Vérifications périodiques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle réalisé par le bureau d'études Véritas en date du 25 février 2025. Ce dernier mentionne 2 non conformités de l'armoire électrique au niveau du kiosque de la station:<br><br><ul style="list-style-type: none"><li>• Protéger mécaniquement les conducteurs du tableau au commande et de l'arrêt d'urgence,</li><li>• Remplacer le dispositif de protection contre les surintensités, par un modèle de type C et de calibre 20 A maximal.</li></ul><br>L'inspection a constaté que les travaux de protection mécanique des conducteurs sont réalisés.<br><br>Concernant le remplacement du dispositif de protection contre les surintensités, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport d'intervention des travaux réalisés par la société TSG le 10 mars 2026. |                                                                                     |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                     |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                                                                     |
| <b>Proposition de suites :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                     |

## N° 5 : Changement d'exploitant

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  |  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article Annexe I - article 1.6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |  |  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative      Changement d'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |  |  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. |  |  |
| <b>Constats :</b><br><br>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant a changé de dénomination.<br><br>Initialement Cora, le site est devenu Carrefour sans déclarer au préfet cette modification.                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |  |  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant devra déclarer au préfet le changement de dénomination de ses installations et tout autre modification de sa situation administrative dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.                                                                                                                                                                                                                               |  |  |
| <b>Respect de la prescription :</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |  |  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |  |  |
| <b>Proposition de délais :</b> 1      Mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |  |  |